

Résolution présentée par la délégation de

La Mauritanie

Thème Droits politiques et sociaux

Concerne Dédommagement par les pays anciennement colonisateurs

L'Assemblée Générale,

Constatant qu'après la colonisation, la Mauritanie ainsi que de nombreux pays africains font face, jusqu'à aujourd'hui et encore, à de nombreux problèmes dans les domaines de la santé, du social et de l'économie,

Remarquant que la colonisation est opposée aux droits fondamentaux de l'Homme,

Observant que l'Indice du Développement Humain des pays anciennement colonisés est nettement inférieur à l'IDH des pays anciennement colonisateurs,

Démontrant une inégalité très forte sur tous les niveaux entre ces deux groupes de pays,

Soulignant que les pays anciennement exploités se trouvent donc en état de "sous-développement" en comparaison avec les pays du nord dit "développés",

Notant que ces derniers se sont opposés à plusieurs dimensions du développement de la société humaine des pays en état rudimentaire,

Décide de mettre en place un système de remboursement, calculé à l'aide du nombre d'année de colonisation de ces occupants, dans le but que les pays anciennement colonisateurs payent pour leurs dégâts et pour permettre le rattrapage du développement des pays défavorisés.